

SIG : "Boucher les trous"

Le CELSIG a organisé, le 13 novembre 2008 au Comité des Régions à Bruxelles, un séminaire sur les "Services d'intérêt général : enjeux des élections européennes de juin 2009".

Un double constat a été confirmé :

1. Contrairement à ce qu'a prétendu M. Barroso en novembre 2007, le débat sur les SIG n'est pas clos, comme le démontre l'actualité européenne : deuxième Forum sur les SSGI (services sociaux d'intérêt général) organisé par la présidence française les 28 et 29 octobre derniers avec proposition d'une feuille de route institutionnalisant le Forum SSGI tous les deux ans ; rédaction par les Etats membres du rapport relatif au paquet Monti-Kroes sur le financement des SIEG ; propositions de la Commission de revoir les conditions de régulation des télécommunications et de l'énergie ; procédure engagée par la Commission contre l'Allemagne et la France au sujet de l'utilisation par une collectivité locale d'un service d'une autre collectivité locale ; consultation sur le financement par les Etats membres des services publics de radiodiffusion, etc.

2. Il y a bien des "trous" à combler dans la législation européenne sur les SIG, c'est au législateur de le faire (Conseil et Parlement) et il ne devrait pas attendre que la Cour de Justice CE comble ces "trous législatifs" par la jurisprudence. Ceci implique que la Commission fasse des propositions portant sur les manques en matière de : financement des SIEG, régulation, moyens d'agir et obligations des collectivités et des autorités publiques, ainsi que les relations entre elles, conditions d'application de l'article 86 paragraphe 2 du traité CE et relation des SIG à la concurrence, mode de gestion "in house", contrats de concession et partenariats public-privé.

Le CELSIG a avancé cinq propositions pour structurer ce débat, permettre les avancées législatives nécessaires et débloquer les refus de la Commission de proposer des textes transversaux :

Vis à vis du Conseil européen : que le Conseil de décembre inscrive à son ordre du jour la question des SIG dans le cadre de la crise économique et financière actuelle et demande à la Commission de préparer des propositions de textes transversaux. C'est la démarche faite récemment par le CELSIG auprès du président Sarkozy, président en exercice du Conseil européen (lettre sur www.celsig.org).

Dans le cadre des élections européennes de 2009 : que les SIG fassent l'objet de débats et que, à cette fin, les partis les placent au cœur de leurs programmes et de leurs campagnes.

Dans la perspective de la désignation de la prochaine Commission européenne par le prochain Parlement européen : i/ que celui-ci pose en condition *sine qua non* de son vote l'engagement des candidats à la présidence de la Commission de placer les SIG en axe de travail prioritaire de la Commission ii/ qu'un commissaire de la future Commission soit spécifiquement chargé des SIG et dispose de l'administration adéquate iii /qu'un intergroupe permanent sur les SIG soit constitué au Parlement.

Ces cinq propositions ont été longuement débattues avec les représentants des groupes politiques du Parlement européen, PPE-DE, PSE, ALDE/ADLE, Verts/ALE, GUE/NGL qui ont participé au séminaire. .../...

SIG: "Sealing off holes"

On 13th November 2008, CELSIG held a seminar on "Services of general interest: challenges of the European elections of June 2009", at the Committee of the Regions in Brussels.

A twofold observation was confirmed:

1. Contrary to what Mr Barroso argued in November 2007, the debate on SGI is not at all closed, as highlighted by the current events in Europe: the second Forum on SSGI (social services of general interest) organised by the French Presidency on 28th and 29th October 2008, from which emerged a proposal for a roadmap committing the holding of the SSGI Forum every two years; the drafting, by Member States, of the report on the Monti-Kroes package with regard to the financing of the SGEI; the Commission's proposals to review conditions regulating telecommunications and energy; proceedings launched by the Commission against Germany and France concerning the utilisation, by one local authority, of services belonging to another local authority; consultation on the funding of public broadcasting services by Member States, etc..

2. There are quite a number of "holes" that need to be sealed off in the EU legislation on SGI and, it is up to the legislator to do so (the Council and the Parliament) instead of waiting until the EC Court of Justice seals these "legislative holes" through case law. This implies that the Commission should make proposals on shortfalls in matters regarding: the financing of SGEI, regulation, means for action and obligations of communities and public authorities, as well as relations between them, conditions of the application of the article 86, paragraph 2 of the EC Treaty and the position SGI with regard to competition, the "in house" administration, contracts and public-private partnerships.

The CELSIG has put forward five proposals aimed to structure the debate, allow for the necessary legislative advances and invert the refusal by the Commission to propose transversal texts:

Regarding the European Council: call on the Council to include, in its December agenda, the issue of SGI in the context of the current economic and financial crisis and ask the Commission to prepare proposals for transversal texts. Such is the move made recently by the CELSIG to President Sarkozy, the current President of the European Council (letter available at www.celsig.org).

Within the context of the 2009 European elections: ensure that SGI are debated upon and, to this end, participants should place them at the heart of their programs and campaigns.

In view of the appointment of the next European Commission by the next European Parliament: i / that the latter lays as a *sine qua non* condition for its vote, commitment by candidates to the presidency of the Commission to put SGI in the axis of the Commission's priority work ii / a commissioner in the future Commission be specifically made responsible for SGI and have at his disposal a proper administrative structure iii / that a permanent inter-group structure on a SGI be set up by the Parliament.

These five proposals were discussed at length with representatives of a number of political groups at the European Parliament, EPP-ED, PES, ALDE, Greens/EFA, GUE/NGL who took part in the seminar .../...

Si celle de créer un intergroupe permanent au sein du PE a été bien accueillie, en revanche, la proposition de désigner un commissaire en charge de SIG a soulevé certaines objections et mérite des approfondissements.

La campagne pour les élections au prochain Parlement européen est une excellente occasion de porter enfin le débat sur les SIG parmi les citoyens et il faut s'en saisir.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

Aides d'Etat, arrêt Altmark et règlement transports

La Commission européenne s'est prononcée, le 26 novembre dernier, sur le contrat de service public relatif à des services de transports par autobus dans le district de Lienz (Autriche), conclu en 2002 entre la société autrichienne Postbus et le Verkhervbund Tirol, l'organisme de droit privé chargé de l'organisation des transports publics dans le district de Lienz, en référence au respect des critères de l'arrêt "Altmark" (C-280/00 du 24 juillet 2003, voir bulletin 134/135).

Au regard de l'un des critères de l'arrêt Altmark, le contrat peut être considéré comme une aide d'État, dit la Commission, étant donné que l'Autriche n'a pas été en mesure de prouver que les coûts supportés par *Postbus* au titre de son obligation de transport public correspondent aux coûts d'une société moyenne bien gérée. Toutefois, la compensation payée pour les services de *Postbus* n'étant pas excessive par rapport aux charges financières supportées par la société au titre de ses obligations de service public, l'aide est jugée légale au regard des conditions établies à l'article 14 du règlement 1191/69, modifié, relatif à l'action des États membres en matière d'obligations inhérentes à la notion de service public dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable, en vigueur à l'époque.

C'est la première décision concernant la législation applicable en matière d'aides d'État aux transports en commun de personnes adoptée par la Commission depuis l'arrêt "Altmark" et en lien avec lui. La décision précise ce lien i/ si les quatre critères "Altmark" sont respectés, il n'y a pas d'aide d'État ii/ si un ou plusieurs des critères ne sont pas remplis, l'aide d'État contenue dans le contrat de service public est compatible avec le marché commun, pour autant qu'elle est conforme au règlement 1191/69.

Il convient de noter que le Parlement européen et le Conseil ont adopté, le 23 octobre 2007, un nouveau règlement relatif aux services publics de transport de passagers par chemin de fer et par route (1370/07) qui établit les règles applicables aux contrats de service public en général et aux aides d'État que comportent ces derniers, qui s'appliquera aux contrats de service public conclus à partir du 3 décembre 2009. Voir bulletins 218, 198/199.

Consultation publique

Consommateurs, recours collectifs : Consultation sur l'opportunité et les modalités d'un éventuel système européen de recours collectif pour les consommateurs européens, notamment dans les litiges transfrontaliers. Ouverte jusqu'au 1er mars 2009.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/08/1800&type=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Whereas the proposal to create a permanent inter-group in the EP has been welcomed, one on the appointment of a commissioner in charge of SGI has raised a number of concerns and deserves thorough re-examination.

The campaign for elections of the next European Parliament provides an excellent opportunity to finally bring the debate on SGI before citizens and, should therefore be seized

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

State aid, Altmark ruling and Transport Regulation

On 26th November the European Commission ruled on the public service contract on transport services by bus in the district of Lienz (Austria), which was signed in 2002 between the Austrian company Postbus and Verkhervbund Tirol, a private law undertaking responsible for organising public transport in the district of Lienz, in reference to compliance with the criteria of the Altmark ruling (C-280/00 of 24 July 2003, see bulletin 134/135).

In the terms of one of the criteria in the Altmark ruling, the Commission said that the contract can be regarded as State aid, given that Austria had not been able to provide evidence showing that costs borne by *Postbus* under the terms of its obligation as a public transport correspond to costs borne by a well managed medium sized undertaking. However, since the compensation paid in return for services provided by *Postbus* is not excessive when considering all the financial burdens borne by the company under its public service obligations, the aid is deemed lawful under the conditions laid down in article 14 of the regulation n°1191/69, amended, with regard to the action by Member States concerning the obligations inherent in the notion of public service in areas of transport by rail, road and inland waterway, in force then.

This is the first decision involving the legislation on matters involving State Aid to public passenger transportation which was adopted by the Commission since the "Altmark" ruling and in connection with the said ruling. The decision specifies this link i/ whenever the four "Altmark" criteria are met then there is no State Aid ii/ if one or more of the criteria are not met, the State Aid included in the public service contract is compatible with the common market, provided that it complies with the regulation 1191/69.

It should be noted here that the European Parliament and the Council adopted, on the 23rd October 2007, a new regulation concerning public passenger transport by rail and by road (1370/07) which lays down the relevant rules for contracts applicable to contracts in the public service, in general, and to State Aid that these services may include, which will apply to public service contracts concluded from 3rd December 2009. See bulletins 218, 198/199.

Public consultation

Consumers, collective redress: Consultation on the necessity and methods of setting up a possible European collective redress system for European consumers, particularly in cross-border disputes. Open until 1st March 2009.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/08/1800&type=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.